



**IMPLIQUÉS DANS
UNE AFFAIRE DE PASSATION
DE MARCHÉ SUSPECTE**

**Trois hauts cadres
d'ATM Mobilis
derrière les barreaux**

Page 3

ADMISSION DE LA PALESTINE COMME MEMBRE DE L'ONU

Le Conseil de sécurité se prononcera ce soir

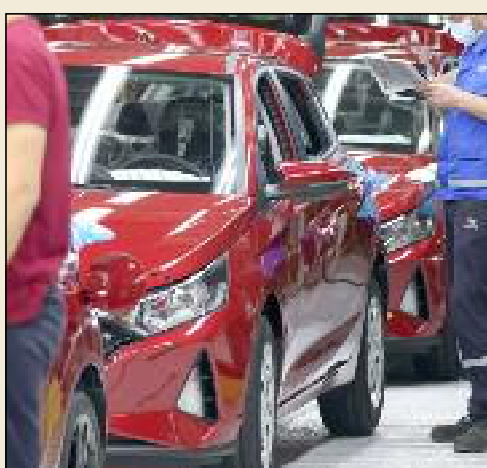


© Photo : D.R

Cet après-midi, à 15h (heure de New York ; 20h, heure d'Alger) aura lieu la séance de vote sur le projet de résolution présenté par l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations unies recommandant à l'Assemblée générale l'admission de l'Etat de Palestine comme membre de l'Organisation des Nations unies. Mardi, l'Algérie a mis «en bleu» son projet de résolution, ce qui signifie que ce texte est arrivé à la dernière étape, avant sa soumission au vote des membres du Conseil de sécurité. Lire en page 2

DJAZAGRO

Le rendez-vous référence des spécialistes de l'agro-alimentaire Page 4



**INDUSTRIE
AUTOMOBILE**
L'importance de la
création d'un tissu
de sous-traitance
soulignée

Page 4



**CÉLÉBRATION DE LA
JOURNÉE DU SAVOIR**
Belaabed revient
sur le bilan et les
perspectives au
profit de l'école

Page 3

DÉCÈS DU JOURNALISTE MOHAMED MERZOUGUI :

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses condoléances



La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'ancien journaliste et commentateur sportif de la Télévision algérienne, Mohamed Merzougui, décédé, hier mercredi, à l'âge de 77 ans. «C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que la Direction générale de la communication à la Présidence de la République a

appris le décès de l'ancien journaliste et commentateur sportif de la Télévision algérienne, Mohamed Merzougui», lit-on dans le message de condoléances. La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a salué «la riche carrière professionnelle du défunt dans le journalisme sportif», soulignant que «son timbre de voix singulier demeurera gravé à jamais dans la mémoire

des Algériens». En cette douloureuse épreuve, la Direction générale de la communication «présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et à la corporation médiatique, les assurant de sa profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis. A Allah nous appartenons, et à Lui nous retournons».

BOUGHALI :

Grâce au savoir, «l'Algérie réduira les écarts et relèvera les défis»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a affirmé, avant-hier mardi, que grâce au savoir, l'Algérie «réduira les écarts et relèvera les défis», et ce, à l'occasion de la Journée du savoir, célébrée le 16 avril. Grâce au savoir, «l'Algérie réduira les écarts, relèvera les défis et accomplira avec le concours des générations futures, des réalisations supplémentaires pour rejoindre les pays et les nations développés. Le savoir est une lumière, le savoir est une lanterne», a écrit M. Boughali sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir.

Admission de la Palestine comme membre de l'ONU

Le Conseil de sécurité se prononcera ce soir

Cet après-midi, jeudi 18 avril à 15h (heure de New York ; 20h, heure d'Alger) aura lieu la séance de vote sur projet de résolution présenté par l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations unies recommandant à l'Assemblée générale l'admission de l'Etat de Palestine comme membre de l'Organisation des Nations unies.

Mardi, l'Algérie a mis «en bleu» son projet de résolution, ce qui signifie que ce texte est arrivé à la dernière étape, avant sa soumission au vote des membres du Conseil de sécurité. La démarche de l'Algérie fait suite aux efforts inlassables déployés par l'appareil diplomatique algérien conformément aux instructions du Président Abdelmadjid Tebboune, de mobiliser le plus grand soutien possible pour permettre à l'Etat de Palestine d'obtenir son statut de membre à part entière de l'ONU.

Cette démarche de l'Algérie a été fermement soutenue par le Groupe arabe aux Nations unies dans un communiqué qui souligne qu'il s'agit-là d'«une mesure tant attendue depuis longtemps et qui aurait dû être mise en œuvre non seulement depuis 2011, mais depuis 1948». Le Groupe arabe a également appelé tous les membres du Conseil de sécurité à «voter en faveur» du projet de résolution présenté par l'Algérie et a lancé un appel aux membres du Conseil à s'«abstenir, au moins, d'entraver cette initiative décisive».

Dans sa déclaration, le Groupe arabe a souligné que l'adhésion à l'ONU «est un pas décisif dans la bonne direction vers une solution juste et durable de la question palestinienne, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des Nations unies».

Il a averti que «le déni de la place légitime de la Palestine au sein de la communauté des nations a duré trop longtemps et qu'il était temps de corriger cette injustice historique et de réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, à la souveraineté et à la création d'un Etat».

Enfin, le Groupe arabe a exhorté le Conseil de sécurité de «tenir compte de l'appel de la communauté internationale et d'approuver sans plus tarder la demande d'adhésion de la Palestine», estimant que ne pas le faire constituerait «une abdication flagrante de la responsabi-



■ L'ONU devait lancer, hier mercredi, un appel aux dons de 2,8 milliards de dollars pour aider la population palestinienne en 2024, a indiqué, avant-hier mardi le patron du bureau humanitaire des Nations unies en Palestine aux médias. (Ph. : DR)

lité du Conseil de faire respecter les principes de la Charte des Nations unies et du Droit international».

Pour rappel, en septembre 2011, le Président Palestinien Mahmoud Abbas avait lancé la pro-

cedure demandant «l'adhésion de l'Etat de Palestine à l'ONU». En 2012, la Palestine a obtenu le statut «d'Etat non-membre observateur». La semaine dernière, la Palestine a relancé sa demande d'adhésion dans un cour-

rier adressé au Conseil de sécurité qui a enclenché lundi le processus d'examen. L'entité sioniste, que soutiennent les Etats-Unis, est naturellement hostile à la démarche de l'Algérie. En effet, si les Etats-Unis et l'Union européenne, ainsi que les Etats qui la composent, affirment, dans leurs discours, leur soutien à «la solution à deux Etats «dans les faits, ils font le contraire et ne veulent pas aller à l'encontre de la volonté de l'entité sioniste, et, pire, lui fournissent tout l'appui en armes et en bombes, et dans les instances internationales, pour commettre le génocide du peuple palestinien à Ghaza. Seuls quelques Etats occidentaux ont clairement fait connaître leur intention de reconnaître l'Etat de Palestine. On sait que l'Espagne l'Irlande, Malte et la Slovaquie se disent «prêts à reconnaître la Palestine». Mardi, la ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, avait déclaré que Canberra envisagerait aussi de reconnaître l'Etat de Palestine. Selon l'ambassadrice maltaise, Vanessa Frazier, qui préside le Conseil de Sécurité de l'ONU en avril, il n'y avait pas eu de consensus sur l'admission d'un Etat palestinien au sein des membres du Conseil de sécurité de l'ONU jeudi dernier, pour recommander une adhésion de l'Etat de Palestine aux Nations unies.

Par ailleurs, l'ONU devait lancer, hier mercredi, un appel aux dons de 2,8 milliards de dollars pour aider la population palestinienne à Ghaza et en Cisjordanie occupée en 2024, a indiqué, hier mardi le patron du bureau humanitaire des Nations unies

L'Unrwa au menu

Hier, lors d'une séance d'information publique au Conseil de sécurité de l'ONU, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa), Philippe Lazzarini, devait faire un exposé pour informer les membres du Conseil de la situation humanitaire désastreuse dans l'enclave et du rôle de l'Unrwa dans la fourniture d'une aide alimentaire, de soins de santé et d'autres services. Il devait également souligner les graves conséquences des frappes sur les opérations de l'Unrwa, dans lesquelles 178 de ses employés ont été tués et 163 installations endommagées. Seuls, neuf des 24 centres de soins de l'Unrwa restent opérationnels.

Cette réunion, programmée après que la Jordanie a demandé qu'une réunion du Conseil au niveau ministériel soit organisée sur les défis auxquels l'Unrwa est confronté, dans une lettre adressée le 1^{er} avril au président du Conseil de sécurité. Lors de la séance d'information, les membres du Conseil pourraient être intéressés par une mise à jour de M. Lazzarini sur la stabilité financière et les besoins de financement de l'Unrwa. Dans le contexte de précarité financière prolongée que connaît l'Agence onusienne - dont le financement dépend en grande partie de dons volontaires - la suspension des contributions, en particulier de la part de grands pays donateurs comme les Etats-Unis, risquait d'entraîner l'arrêt de ses opérations. Cette séance d'information publique intervient au moment où les forces d'occupation sioniste mènent des frappes aériennes massives sur la Bande de Ghaza, depuis octobre 2023.

Elles ont également lancé une opération terrestre initialement axée sur le Nord de l'enclave palestinienne, puis étendue à la plupart des autres zones de Ghaza, faisant 33.899 martyrs et 76.664 blessés selon un dernier bilan annoncé hier mercredi par les autorités palestiniennes de la Santé. De vastes zones de Ghaza ont été aussi bombardées suite à ces agressions génocidaires sionistes, détruisant ou endommageant environ 90 % des bâtiments. M. Lazzarini avait fait savoir dans un discours prononcé le 4 mars devant l'Assemblée générale, que l'Agence se trouvait à un «point de rupture» et sa capacité à remplir son mandat était «gravement menacée». Les membres du Conseil devraient appeler au respect du droit humanitaire international, condamner toutes les attaques contre les travailleurs humanitaires et demander des comptes. Plusieurs membres du Conseil devraient exprimer leur soutien au travail de l'Unrwa et appeler les Etats membres à augmenter leurs contributions à l'Unrwa afin de garantir que l'Agence dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses opérations.

L. A.

REPÈRE

Présidence

M. Attaf reçoit à New York l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, avant-hier mardi, au siège de la mission algérienne auprès des Nations unies à New York, l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Abdoulaye Bathily, après la présentation de son dernier rapport au Conseil de sécurité sur la situation en Libye et l'annonce de sa démission de son poste.

Lors de cette rencontre, M. Attaf a salué «les efforts initiés par M. Bathily au cours de son mandat pour contribuer au rapprochement des vues entre les parties libyennes et permettre à l'Etat frère de Libye de tourner la page des divergences et de la crise de façon définitive», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Les deux parties ont saisi l'occasion pour échanger les vues sur les derniers développements sur la scène libyenne, selon la même source.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite de travail du ministre des Affaires étrangères à New York pour participer à une série de réunions ministérielles sur la question palestinienne, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



en Palestine aux médias. «Evidemment, 90% est pour Ghaza», a-t-il précisé, notant qu'au départ, le plan humanitaire pour 2024 avait été chiffré à 4 milliards mais réduit à 2,8 milliards compte tenu des limites à l'accès de l'aide humanitaire.

Lakhdar A.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Célébration de la Journée du Savoir Belaabed revient sur le bilan et les perspectives au profit de l'école

Célébrée le 16 avril de chaque année, la Journée du Savoir a été une occasion pour le ministre de l'Éducation nationale, Abdelkrim Belaabed de rappeler les grands efforts fournis par l'État depuis l'indépendance à ce jour pour le développement du secteur de l'Éducation nationale. Un développement, rappelle Belaabed, fortement soutenu durant ces quatre dernières années, voire depuis la naissance de la nouvelle République.

Tout en décernant les prix pour les 12 élèves lauréats des compétitions éducatives organisées par le ministère de l'Éducation nationale à l'occasion de la Journée du Savoir, le ministre Abdelkrim Belaabed et dans une allocution livrée, avant-hier à Alger, a rendu le bilan des quatre dernières années des activités de son département ministériel, en rappelant les grands efforts élaborés par l'État algérien depuis l'indépendance à ce jour pour le développement de l'école algérienne, tout en rendant un hommage vibrant à la figure emblématique du mouvement historique réformiste musulman algérien, le savant et l'écrivain prolifique Abdelhamid Ben Badis, voire le fondateur de l'Association des Oulémas musulmans algériens en 1931. «La commémoration de la Journée de la science revêt une signification particulière pour l'école algérienne qui cherche toujours à préserver son authenticité en consolidant les valeurs spirituelles, morales, culturelles et civilisationnelles chez les jeunes dans le cadre de la préservation de la mémoire nationale et des

composantes de l'identité nationale, pour concrétiser ces objectifs», a déclaré hier Belaabed. Ce dernier a rappelé les grands efforts fournis par l'État dans le domaine de l'Éducation qui, selon lui, ont porté leurs fruits puisque le nombre d'élèves qui étudient dans les établissements d'enseignement préparatoire, malgré son caractère non obligatoire dans le système éducatif algérien, a été multiplié par environ 10 fois depuis 2002. Quant au taux de scolarisation à la phase de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire pour les élèves âgés de 6 à 16 ans, après avoir été de 42,36% en 1966, il a bondi, cette année scolaire 2024, à 96,37% pour l'ensemble des élèves et particulièrement 97,21% pour les filles. Passant de 814.249 élèves en 1962 à plus de 11 millions en 2024, dont 22.114 élèves ayant des besoins spécifiques, à travers plus de 29.000 établissements scolaires, alors qu'en 1962 le nombre des écoles ne dépassait pas les 2.666 établissements», expliqua-t-il. Par ailleurs, le ministre de l'Éducation nationale a affirmé que le taux d'analphabétisme en Algérie, selon lui, a baissé pour atteindre 7,40% en 2023, «un

fléau qu'on doit éliminer dans les délais précisés dans le Programme des Nations unies pour le développement durable, à l'horizon 2030», dira Belaabed. Défendant bec et ongles la stratégie adoptée par l'État pour le développement du système éducatif national, le premier gestionnaire de l'Éducation nationale a jugé que «sous l'ère de la nouvelle République et sous la direction avisée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'école algérienne a connu une évolution positive sans précédent à travers l'inclusion de la matière anglaise, langue de la science et de la technologie dès le palier primaire», a indiqué Belaabed, tout en révélant qu'«au cours de la prochaine année scolaire, le nombre de matières enseignées en première et en deuxième années de l'école primaire sera réduit, sans oublier la création d'une matière «Arts» et la création d'un lycée national spécifiquement destiné à accueillir des élèves possédant des capacités et des talents dans le domaine des arts en tout genre. Cette année verra, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, un baccalauréat dans la matière «Arts», outre l'inclusion d'activités pédagogiques liées à la prévention des accidents de la route dans les différents niveaux de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire), a dévoilé le ministre. «Et afin de concrétiser la décision du président de la République de réduire le poids du cartable, un ensemble

de mesures ont été prises et mises en œuvre sur le terrain, à commencer par l'équipement des écoles primaires en tablettes électroniques, et la fourniture d'une deuxième copie exacte des manuels scolaires pour les troisième, quatrième et cinquième années de l'enseignement primaire dans toutes les écoles et à travers tout le territoire national», a fait état Abdelkrim Belaabed. Concernant l'examen final de fin d'enseignement primaire, Belaabed a annoncé son annulation «en raison de son inutilité du point de vue pédagogique et évaluatif, ainsi en raison des troubles et pressions psychologiques qu'il infligeait aux élèves du sixième année primaire, et de son remplacement par un examen d'évaluation qui n'est pas pris en compte dans le taux de passage», a-t-il souligné. Mieux, pour améliorer les performances pédagogiques, le secteur de l'Éducation nationale va poursuivre son élargissement de l'enseignement de la langue amazighe dans ses différentes diversités linguistiques, elle a été élargie à travers 51 wilayas», a indiqué le ministre Belaabed. Aussi, le ministre a déclaré que «la promotion de l'enseignement et la formation à distance sera renforcée, en raison de sa grande contribution à assurer la continuité du service public de l'éducation, cela a été certifié et prouvé pendant la pandémie de la Covid-19», a fait observer le ministre.

Sofiane Abi

BRÈVE

Annaba :

Ouverture d'une enquête sur l'effondrement d'un extracteur de poussière au complexe d'El Hadjar

Le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar à Annaba, a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur les circonstances de l'effondrement d'un extracteur de poussière, survenu récemment au complexe d'El Hadjar, a indiqué avant-hier mardi un communiqué du Parquet de la République près le même tribunal. «Conformément à l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar, informe l'opinion publique qu'en date du 14 avril 2024, aux environs de 05h00, l'extracteur de poussière n° 1 s'est effondré au niveau de l'unité de production des matières et aggloméré (PMA), au complexe Sidar d'El Hadjar, provoquant ainsi l'arrêt de la production», lit-on dans le communiqué. Le Parquet a, en outre, ordonné «l'ouverture d'une enquête préliminaire, auprès des services de la Gendarmerie nationale, en vue d'élucider les circonstances de l'accident et de déterminer les responsabilités, pour prendre les mesures légales en conséquence», conclut le communiqué.

Agence

Impliqués dans une affaire de passation de marché suspecte

Trois hauts cadres d'ATM Mobilis derrière les barreaux

Impliqués dans une bande criminelle, trois hauts responsables d'ATM Mobilis ont été, avant-hier, placés en détention provisoire et quatre autres cadres ont été placés sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction du Pôle pénal national économique et financier d'Alger, dans le cadre d'une grosse affaire de dilapidation de deniers publics autour d'une passation de marché suspecte entre l'opérateur mobile Mobilis et un consortium algéro-étranger, c'est ce qu'a révélé, avant-hier, un communiqué du Parquet près dudit Pôle.

La même source a rapporté, avant-hier, à travers un communiqué rendu public qu'«en vertu des dispositions de l'article 11, alinéa 3 du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier porte à la connaissance de l'opinion publique qu'à la suite d'informations faisant état de la passation d'un marché suspect entre l'Établissement public économique ATM Mobilis et un consortium algéro-étranger, une enquête préliminaire a été ouverte», lit-on dans ledit communiqué.

Selon le même bulletin d'information, «l'enquête menée autour de cette grosse affaire a permis de confirmer les dépassements signalés concernant ledit marché, entaché de conflits d'intérêts et d'octroi d'indus avantages ayant entraîné une dilapidation énorme de deniers publics de manière illégale, avec la complicité de responsables d'ATM Mobilis, en l'occurrence, l'ancien chef du département réseau et services, un ancien employé de l'entreprise, le président de la Commission des marchés d'ATM Mobilis et le gérant de Sarl Data Mena», a-t-on précisé dans le même communiqué. Le communiqué du Pôle pénal national économique et financier d'Alger a souligné qu'«après parachèvement de

l'enquête préliminaire, une information judiciaire a été ouverte sur les faits reprochés aux mis en cause suscités et leurs acolytes, pour délits d'incitation de fonctionnaires publics à l'abus d'influence effectif et supposé en vue d'octroyer à des tiers d'indus avantages, participation à la dilapidation volontaire de deniers publics, tout en tirant profit de l'autorité et de l'influence d'agents d'entreprises publiques en vue d'obtenir des avantages non justifiés et un aménagement des prestations et des délais de livraison, à leur profit», a fait observer la même source.

Ce n'est pas tout puisque les poursuites engagées par ATM Mobilis contre les sept responsables suspects font, également, de la poursuite judiciaire pour des délits de «conflits d'intérêts, blanchiment des revenus criminels issus des crimes de corruption, recel et détournement de leur origine illégale, transfert des biens issus des revenus criminels dans le cadre d'une bande criminelle, avec exploitation des facilitations que confère l'activité professionnelle, des faits prévus et punis par les articles 398 bis, 389 bis 2, 42 du Code pénal, 26 F2, 29, 32 F1, 42, 43 et 52 de la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption», a-t-on rapporté dans ledit communiqué.

En date du 15 avril dernier, le juge d'instruction a auditionné les mis en cause lors de leur première comparution et ordonné de placer trois d'entre eux en détention provisoire. Il s'agit des accusés répondants aux initiales de «B.S.», «G.M.» et «B.O.», alors que quatre autres mis en cause, impliqués aussi dans cette grosse affaire de corruption, ont été soumis aux mesures de contrôle judiciaire.

«L'information judiciaire est encore en cours», a conclu la même source.

S. Abi

COMMUNICATION

Journée du Savoir

La Radio algérienne dispose de sa version audio du Saint Coran

Le ministre de la Communication, Mohamed Laâgab et le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi ont reçu, avant-hier mardi à Alger, un exemplaire audio du Saint Coran récité selon la version Warsh par le récitant algérien Mohamed Irchad Marbaï, en concomitance avec la célébration de la Journée du Savoir, le 16 avril.

La remise de cette version audio du Coran dont l'enregistrement a été assuré par la Radio algérienne, a eu lieu lors d'une Conférence sur "La récitation et l'enseignement du Saint-Coran en Algérie", organisée à l'Auditorium "Aïssa-Messaoudi", au siège de la Radio algérienne en présence de son Directeur général, Mohamed Baghali et d'une pléiade d'enseignants et de chouyoukh.

A cette occasion, le ministre de la Communication a félicité les responsables du projet qui ont veillé à «la relance et la reprise du projet d'enregistrement de la version audio de Radio Coran», saluant les efforts et la contribution de cette dernière en matière de «sensibilisation et de récitation du Saint Coran, à travers ses programmes diversifiés et riches et distingués, qui consacrent la modération». Soulignant que «la bataille de la conscientisation que nous sommes en passe de mener, interpelle la Radio Coran à l'effet de jouer un rôle de premier plan», citant à ce propos la promotion médiatique internationale de projets dont beaucoup sont à caractère subversif, à l'instar du projet de "Religion Abrahamique" lequel coïncidant avec un «grand projet de mondialisation».

Des projets, estime le ministre, «auxquels seuls ceux qui étudient le Saint Coran et en connaissent l'essence, les significations et la portée, peuvent faire face».

De son côté, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a salué la réalisation de cette version audio du Saint Coran dont «la révision finale sera confiée aux membres d'une Commission relevant du secteur», ajoutant que «la version finale sera soumise au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et distribuée aux différentes Radios arabes et musulmanes dans le monde».

M. Belmehdi s'est, également, félicité de l'attention particulière accordée par le président de la République à tout ce qui a trait au Saint Coran et à son enseignement en Algérie, à l'instar de l'augmentation de la valeur des Prix dédiés aux lauréats du Concours international d'Alger de récitation de psalmodie du Saint Coran.

Évoquant l'intérêt accordé par l'État au secteur des Affaires religieuses, le ministre a rappelé l'édition du Saint Coran en braille, la décision du président de la République portant institution de la Journée nationale de l'Imam et la création du Centre de recherches pour la préservation du manuscrit religieux en Algérie, dont le siège sera à Biskra.

Agence

Djazagro

Le rendez-vous référence des spécialistes de l'agro-alimentaire

Le Salon Djazagro est incontestablement le rendez-vous privilégié des spécialistes de l'agro-alimentaire en Algérie, mais aussi dans la région et de l'Europe puisque c'est l'occasion de nouer des partenariats.

Pour présenter cet événement qui aura lieu au Palais des Expositions Safex (Alger) du 22 au 25 avril 2024, Chantal de Lamotte, Directrice du Salon Djazagro et Nabil Bey-Boumezrag, Directeur Général Promosalons Algérie nous ont servi de guide lors de la Conférence de presse animée hier à Alger.

«Après avoir célébré son vingtième anniversaire l'année dernière, Djazagro se prépare à une édition 2024 qui maintiendra le dynamisme de son expertise, et qui mettra en valeur les tendances industrielles, les produits et les services à la pointe de l'innovation.

Tous les secteurs de l'industrie agro-alimentaire y sont représentés, de la phase de processus à celle du conditionnement, en passant par l'hygiène et jusqu'aux produits alimentaires.

Djazagro rassemble ainsi 650 exposants provenant de 28 pays et accueille environ 23.000 visiteurs professionnels, tout en assurant une couverture médiatique conséquente, grâce à la présence de plus de 300 journalistes qui racontent les temps forts du Salon», déclare Chantal de Lamotte qui ajoute : «Moment clé pour l'industrie agro-alimentaire nord-africaine, Djazagro est le rendez-vous essentiel à ne pas manquer. C'est ici que naissent les partenariats, que se construisent les relations commerciales, que visiteurs et exposants s'inspirent mutuellement, contribuant à l'épanouissement d'un système



■ Chantal de Lamotte et Bey-Boumezrag lors de la Conférence de presse.

(Photo: D.R)

économique en pleine croissance».

Pour Nabil Bey-Boumezrag, «pendant quatre jours, ces acteurs majeurs du marché ont l'opportunité de se rencontrer, d'échanger, de participer à des conférences, de s'informer, ainsi que de bénéficier de formations enrichissantes.

Les visiteurs – notamment des professionnels issus de 50 wilayas algériennes – ne s'y trompent pas : plus de trois sur quatre d'entre eux déclarent concrétiser leurs projets suite à leur passage sur le Salon.

Et d'ajouter : «Au fil du temps, Djazagro a construit un réseau unique de partenaires à l'échelle mondiale. Les nombreux exposants venant du monde entier confirment leur engagement envers les contreparties algériennes, qui ont considérablement renforcé leur influence sur la scène internationale».

Les temps forts du Salon

Djaz'Innov : Le concours fait son retour pour sa troisième édition, afin de dénicher des pépites susceptibles de contribuer à la croissance du marché agroalimentaire algérien.

Sélectionnées et évaluées par un jury d'experts de haut niveau, les propositions les plus innovantes des exposants, qu'il s'agisse de matériels, de produits, de techniques ou de services dans le domaine de l'agro-alimentaire, sont récompensées par de nombreux prix d'exception.

L'Agora des Experts : Tout au long du Salon, de nombreuses conférences, organisées en partenariat avec Agroligne et Nutrimerketing, offriront l'occasion idéale de découvrir les dernières tendances et actualités du secteur agro-alimentaire, présentées de vive voix par les meilleurs experts.

Parmi les thèmes au programme

figurent la valorisation des produits du terroir à la transformation, l'avenir des exportations agricoles et agro-alimentaires, le marché africain des produits bio, les innovations en termes d'emballages, qualité et sécurité.

A signaler les secteurs d'activités présents au Salon, à savoir : Process alimentaire, Emballage et conditionnement alimentaire, Ingrédients et arômes, Produits alimentaires et boissons, Hygiène et sécurité alimentaire, Boulangerie-pâtisserie et Hôtellerie-restauration.

Enfin, il faut savoir que plusieurs pays ont confirmé leur participation à l'image de l'Autriche, la Chine, la France, l'Inde, l'Italie, la Tunisie, la Turquie, le Danemark, Portugal, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie... soit environ 600 exposants et 23.000 visiteurs.

Sofiane G.

industrie automobile

L'importance de la création d'un tissu de sous-traitance soulignée

Avec le lancement des projets de construction automobile, dans le cadre des partenariats avec des constructeurs étrangers et le retour de l'importation des véhicules neufs et d'occasion, la demande sur les pièces de rechange automobile devrait connaître un essor significatif.

De ce fait, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a mis en avant l'importance de développer un tissu de sous-traitance dans le domaine de l'industrie automobile, qui répond aux normes et aux standards internationaux pour satisfaire la demande nationale.

«Cette démarche vise à garantir le lancement d'une industrie automobile basée sur l'intégration locale. Et ce, à travers la création d'un tissu de sous-traitance en mesure de répondre aux normes et aux standards internationaux en matière de qualité et de sécurité», a souligné le ministre lors de son intervention au vu de l'ouverture d'une rencontre organisée par le groupe Stellantis, qui a réuni des opérateurs algériens et étrangers, dans le but de nouer des partenariats de sous-traitance pour la fabrication des pièces et composants automobiles.

A noter que cette rencontre, qui a réuni 90 opérateurs de 7 pays, soit l'Algérie, la Turquie, la France, l'Italie, la Tunisie, le Portugal et la Chine, vise à présenter la stratégie du groupe Stellantis en matière d'achat et d'approvisionnement en pièces et composants automobiles.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a expliqué que son ministère ambitionne «de construire des partenariats gagnants dans différents domaines de sous-traitance, soit localement ou en joint-venture pour satisfaire la demande nationale ou à l'export».

A l'occasion, M. Aoun a ajouté que «cet événement devrait constituer la base d'une coopération durable et fructueuse et une plateforme d'échange, de partenariat et d'assistance, qui s'achèvera par la contractualisation des relations entre Stellantis et les fournisseurs ici présents».

Il a également souligné la volonté du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et son engagement à bâtir une base solide pour le développement de l'industrie automobile en s'associant avec des partenaires ayant une grande expérience dans ce

domaine. «Cette démarche vise également à constituer une base de PME sous-traitantes afin d'assurer une intégration locale en valorisant les matières premières et en stimulant le progrès technologique, scientifique et l'innovation», a-t-il noté.

Il a, par ailleurs, estimé que l'écosystème est aujourd'hui favorable pour attirer les investissements nationaux et étrangers dans l'industrie automobile, mettant en avant les avantages offerts par la loi sur la promotion de l'investissement.

Pour sa part, le chef d'opération Moyen-Orient et Afrique du groupe Stellantis, Samir Cherfan, a souligné que le projet Fiat-Algérie est un premier écosystème automobile intégré en Algérie, que les sous-traitants peuvent rejoindre. De son côté, l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo, a souligné que le gouvernement italien suit le projet Fiat-Algérie avec «beaucoup d'attention», ajoutant que l'Italie est prête à continuer à accompagner l'Algérie dans l'implantation de l'industrie automobile, à travers un partenariat gagnant-gagnant qui caractérise les relations bilatérales entre les deux pays.

Manel Z.

ENERGIE

Transition et efficacité énergétique

Vers l'élaboration d'un modèle énergétique national à vision prospective

Le secteur de l'énergie s'attelle à élaborer un modèle énergétique national à même de tracer une vision prospective en matière de sécurité et de transition énergétique. C'est ce qu'a affirmé avant-hier le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et ce, lors de son intervention aux travaux de la 28^e Journée de l'Énergie, coïncidant avec la célébration de la Journée du Savoir, sous le thème : "Pour un modèle énergétique plus flexible à l'horizon 2035".

«Le secteur de l'énergie s'attelle actuellement à l'élaboration d'un modèle énergétique national avec la contribution et la participation d'experts de tous les secteurs consommateurs d'énergie, tous types confondus, à même de tracer une vision prospective des différents scénarios futurs», a souligné M. Arkab.

Cette vision prospective concerne particulièrement la transition énergétique, via l'introduction des énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique, mais aussi l'efficacité énergétique dans les secteurs économes, à l'instar des secteurs de l'habitat, des transports et de l'industrie. L'étude des débouchés de ce modèle énergétique permettra d'élaborer une feuille de route aux moyen et long termes, visant essentiellement à réaliser la sécurité énergétique et à définir le mode idoine pour une transition énergétique «fluide», en tenant compte de toutes les potentialités naturelles et des infrastructures nationales, en sus de la définition des mesures en termes de compétence énergétique, à travers l'introduction de solutions innovantes.

Le ministre a affirmé, en outre, la grande importance, accordée par son secteur au développement de la technologie de l'hydrogène propre, rappelant la mise en place d'un plan d'action inclusif, à commencer par la mise en place de cadres organisationnel, normatif et institutionnel adéquats, le développement du capital humain, la définition des mesures incitatives et la coopération internationale au titre de la transition technologique.

De son côté, le ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, a mis en avant les efforts de son secteur pour adopter le principe de pérennité des activités économiques, en se basant sur la numérisation et en encourageant l'émergence des projets de jeunes dans les domaines liés aux énergies renouvelables et de lutte contre les changements climatiques, l'eau, la mobilité et la biotechnologie.

Insistant sur l'impératif d'utiliser de nouvelles formes d'énergie et des technologies de distribution en développant des systèmes intelligents permettant de réduire les émissions de carbone, elle a souligné que la stratégie du secteur reposait sur le soutien à l'innovation, l'expansion des domaines de la recherche scientifique et de la formation, ainsi que la promotion de la coopération internationale avec des pays leaders dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Manel Z.

INFO EXPRESS

Célébration Ooredoo marque la journée nationale du Savoir « Youm EL Ilm »

Entreprise promotrice du savoir et de l'éducation, Ooredoo commémore la journée nationale du savoir « Youm el Ilm », célébrée le 16 avril de chaque année en hommage au célèbre érudit algérien Abdelhamid Ibn Badis. Cette célébration offre une opportunité précieuse de souligner l'importance cruciale de l'éducation, du savoir et de l'apprentissage, tout en rappelant les multiples initiatives déployées par Ooredoo et ses partenaires en faveur de la promotion du savoir. A cet effet, Ooredoo s'est engagée depuis 2006 dans des projets conjoints avec l'Association d'alphabétisation IQRAA, tant dans la promotion du savoir que dans la lutte contre l'analphabétisme. Ce partenariat stratégique s'est matérialisé à travers de nombreux projets, notamment par sa contribution financière pour l'acquisition des équipements pédagogiques et technologiques aux Centres d'Apprentissage et de Formation et d'Insertion de la Femme (AFIF) d'El Khroub (Constantine), de Temacine (Ouargla), de Ouled Yahia Khadrouche (Jijel), de Tizi Ouzou, de Ain Bessam à Bouira et plus récemment celui de Béchar inauguré en janvier 2023. Aussi, Ooredoo et l'association IQRAA ont instauré en 2013 le Prix Ooredoo d'Alphabétisation, qui en est à sa cinquième édition.

Danemark Un incendie ravage un bâtiment historique de Copenhague

Un incendie s'est déclaré dans l'ancienne Bourse de la ville de Copenhague, la capitale du Danemark, un bâtiment vieux de 400 ans, faisant s'écrouler la flèche torsadée qui le caractérise. Le sinistre s'est déclaré lundi peu avant 8h heure locale (6h GMT), selon la police de Copenhague, et aucun blessé n'a été signalé. Le «Borsen» abrite cependant une précieuse collection d'œuvres d'art. Des images de la chaîne TV2 News ont montré des personnes transportant des tableaux hors du bâtiment pour les sauver des flammes. Datant de 1625, ce bâtiment abrite aujourd'hui la Chambre de commerce danoise. Sa flèche en forme de queues de dragons entrelacées était en cours de rénovation lorsque l'incendie s'est déclaré.

Yamin al-Maqayyid

Le petit muezzin de Ghaza

A Beit Lahia, sous le regard attendri de son père, dans lequel se lit aussi la fierté d'avoir un fils aussi pieux et résilient à un si jeune âge, le petit Yamin al-Maqayyid accomplit, chaque jour que Dieu fait, la noble mission dont il se sent investi.



■ Yamin al-Maqayyid, le petit muezzin de Ghaza.

Dans l'une des premières villes de la bande de Ghaza à avoir été ravagées par la fureur vengeresse d'Israël, dès que vient l'heure de se prosterner devant le Très-haut, la voix de celui que l'on surnomme désormais affectueusement «le petit muezzin de Ghaza» résonne avec une puissance étonnante.

Devant l'immense paysage de désolation qui s'étend sous les fenêtres de sa maison qui tient miraculeusement debout, bien que fragilisée par la barbarie sioniste, le jeune Yamin, hissé sur un tabouret, se fait un devoir

d'appeler quotidiennement à la prière. «Je suis fier de mon fils. En détruisant les mosquées, les occupants cherchent à décourager les habitants de la bande de Ghaza de rester sur leurs terres et préparent le terrain pour leur expulsion. Les occu-

pants ne peuvent pas nous empêcher de réciter l'appel à la prière et de prier.

Il faut rester et ne pas quitter Ghaza malgré les bombardements et les destructions», a déclaré Mohamad al-Maqayyid, le père submergé par l'émotion du

petit muezzin de Ghaza. Un petit muezzin qui nourrit légitimement l'espoir de pouvoir, un jour prochain, réciter l'Adhan depuis la Mosquée bénie Al-Aqsa, à Al Quds enfin libéré du joug de l'Etat d'apartheid israélien.

Maroc

Une entreprise israélienne va ouvrir une usine de production de drones

La société israélienne BlueBird Aero Systems, spécialisée dans la conception et la fabrication de drones à usage militaire et civil, ouvrira prochainement une usine au Maroc, bien que les dates exactes ne soient pas citées. Selon le site Hespresse, le Maroc est déjà client de BlueBird Aero Systems - dont la maison mère est Israel Aerospace Industries (IAI) - et dispose de drones kamikazes SpyX. Le bureau de liaison israélien à Rabat par intérim a annoncé l'année dernière que la société israélienne de défense Elbit Systems prévoyait d'ouvrir deux usines. En novembre 2021, lors de la visite du ministre israélien de la

Défense, Benny Gantz, à Rabat, le Maroc et Israël ont signé un mémorandum d'entente dans le secteur de la défense. Le document permet aux deux pays d'élargir la coopération dans le renseignement, de travailler sur des projets communs et de développer la co-production. Après la normalisation officielle des relations, en décembre 2020, le Maroc et Israël ont activement développé la coopération bilatérale, notamment politique, économique, scientifique, humanitaire, culturelle, technique et militaire. En janvier 2021, à l'issue de 20 ans d'interruption, le bureau de liaison israélien a repris ses activités.

Après la brusque dégradation de la situation dans la zone de conflit israélo-palestinien, en octobre 2023, et le lancement de l'opération militaire de l'Etat hébreu dans la bande de Ghaza, la coopération entre le Maroc et Israël a déceléré, ont constaté les observateurs.

Les grandes villes du Maroc voient déferler de temps en temps des manifestations de rue qui rassemblent plusieurs milliers de personnes condamnant les actions de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens et exigeant de couper court à la normalisation des relations entre Rabat et les autorités israéliennes.

C-RA

Plus de 152.000 colis alimentaires distribués durant le mois de Ramadhan

La présidente du Croissant-Rouge algérien (C-RA), Ibtissem Hamlaoui, a affirmé, mardi à Alger, que plus de 152.000 colis alimentaires avaient été distribués aux familles démunies sur tout le territoire national, dans le cadre de la campagne de solidarité durant le mois de Ramadhan. Lors d'une conférence de presse animée au siège du C-RA, Mme Hamlaoui a précisé que «la préparation de la campagne de solidarité du mois de Ramadhan béni a été couronnée par la distribution de 152.549 colis alimentaires distribués aux familles démunies et nécessiteuses sur tout le territoire national, sous la supervision des autorités locales et avec la contribution des comités locaux du C-RA et des dons de nombreux donateurs et contributeurs économiques et des différentes associations nationales». La présidente du C-RA a rappelé, dans ce cadre, la mise en place de «226 restaurants d'Iftar, 82 points de distribution au niveau des autoroutes et des centres de garde et frontaliers et

trois (3) tentes géantes offrant plus de 1.200 repas d'Iftar par jour à Bourached (Ain Defla), Oued Athmania (Mila) et Djebahia (Bouira), en sus du restaurant principal à la place du 1^{er} mai, avec la contribution des comités de wilaya d'Alger et de la commune de Sidi M'hamed». L'intervenante a fait, par ailleurs, état d'opérations de circoncision collective organisées par le C-RA au profit de 5.665 enfants, ainsi que des vêtements de l'Aid pour les enfants issus des familles à faible revenu et des orphelins. Il s'agit de la distribution de 35.864 tenues et d'autres opérations de solidarité, à l'instar de l'offre de 1.960 draps et couvertures et plus de 40 tonnes de denrées alimentaires aux écoles coraniques durant le mois sacré, en plus de cadeaux pour enfants dans les hôpitaux. Selon Mme Hamlaoui, les opérations de solidarité de cette année «ont triplé comparativement aux précédentes opérations, et ce, grâce au renouvellement qu'avaient connu les commissions de wilaya du C-RA et

à la contribution des bienfaiteurs».

Elle a en outre assuré que «les programmes du C-RA se poursuivent et engloberont l'équipement des salles de soins, la formation de détenus dans les établissements pénitentiaires et l'ouverture de trois nouveaux centres de prise en charge des enfants autistes, avec formation de leurs familles sur la conduite à tenir envers leurs enfants au niveau de la capitale, ainsi que le programme de formation des bénévoles sur les modes de riposte rapide aux catastrophes».

Concernant les aides humanitaires au profit du peuple palestinien depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, Mme Hamlaoui a fait état de 420 tonnes acheminées par pont aérien à bord d'avions de l'Armée nationale populaire (ANP), sur ordre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la solidarité inconditionnelle de l'Algérie avec le peuple palestinien frère.

INFO/EXPRESS

Sidi Bel-Abbès Pour une meilleure proximité, SETRAM lance son nouveau site WEB

La société d'exploitation des tramways SETRAM est constamment en quête de solution pour mieux accompagner les mutations que connaît le monde en matière de développement technologique, dans un objectif de profiter de ses opportunités pour mieux développer ses prestations de service offertes à sa large clientèle, nous fait part Sameh Soumia Benchiha responsable de la communication.

À cet effet SETRAM a lancé un nouveau site WEB www.setram.dz pour être au plus près du client et répondre à ses besoins le plus rapidement possible avec une efficacité extrême, explique la responsable de la communication. Ainsi, le client peut facilement acheter ou renouveler son abonnement grâce au service de paiement électronique. Le site permet aussi de suivre sa consommation et même émettre des réclamations ou suggestion. Ces prestations qui ont débuté dans un premier temps à Alger-centre seront généralisées très prochainement dans toutes les wilayas ou il y a le tram, explique Benchiha Sameh Soumia. Cette initiative est le fruit d'un engagement continu en termes de développement des prestations offertes aux clients. Le site représente un pas important dans la réalisation de ces objectifs qui visent à offrir des prestations de qualités supérieures et permettent une expérience de transport exceptionnel, affirme la responsable de la communication. Il offre aussi un aperçu sur toutes les prestations de service que peut garantir la société, notamment les prestations numériques développées qui répondent aux objectifs du temps dans le cadre de la technologie de la communication, de connaître les horaires et les services disponibles, les programmes et les dernières nouvelles qui concernent les lignes du tramway, conclut Benchiha Sameh Soumia dans un communiqué de presse.

Djillali Toumi

Nations unies

Le Groupe arabe appelle tous les membres du Conseil de sécurité à voter pour l'adhésion de la Palestine



■ Conseil de sécurité de l'ONU.

« Il s'agit d'une mesure attendue depuis longtemps et qui aurait dû être prise non seulement en 2011, mais en 1948 », a-t-elle déclaré.

Le Groupe arabe a indiqué qu'il poursuivait ses efforts pour travailler de manière constructive avec le Conseil de sécurité afin de s'acquitter de ses responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier envers l'État de Palestine et le peuple palestinien.

Le communiqué indique : « Nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à voter en faveur du projet de résolution

Le Groupe arabe aux Nations unies a publié une déclaration exprimant son ferme soutien à la demande de l'État de Palestine d'adhérer à part entière aux Nations unies.

soumis par l'Algérie au nom du Groupe arabe et avec le soutien des pays de toutes les régions du monde. À tout le moins, nous appelons les membres du Conseil à ne pas faire obstacle à cette initiative cruciale.

Dans sa déclaration, le Groupe arabe a souligné que « l'adhésion à l'ONU est un pas décisif dans la

bonne direction vers une solution juste et durable à la question palestinienne, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'ONU », tout en déclarant : « Il est temps que le peuple palestinien soit pleinement habilité à exercer pleinement ses droits légitimes au niveau mondial. Il s'agit d'une étape importante vers le renforcement des droits du peuple palestinien et la réalisation d'un consensus international sur une solution à deux États Sur les lignes du 4 juin 1967. » Elle a ajouté : Le déni de la place légitime de la Palestine au sein de la communauté des nations dure

depuis longtemps. Il est temps de corriger ce tort historique et de réaliser les droits inaliénables des Palestiniens à l'autodétermination, à la souveraineté et à un État. Le Groupe arabe a exhorté le Conseil de sécurité à répondre à l'appel de la communauté internationale et à approuver la demande d'adhésion de la Palestine sans plus tarder, estimant que toute mesure inférieure constituerait une abdication flagrante de la part du Conseil de sa responsabilité de soutenir les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Wafa

ONU

Le Conseil de sécurité se prononce jeudi sur une demande d'adhésion palestinienne

Le Conseil de sécurité de l'ONU votera jeudi sur une demande de la Palestine de devenir un Etat membre à part entière des Nations unies, ont rapporté mercredi plusieurs médias étrangers citant des sources diplomatiques.

Dans le contexte de la guerre à outrance menée par Israël dans la bande de Gaza, les Palestiniens ont relancé début avril leur demande d'adhésion à l'Onu datant de 2011. Cette demande aurait peu de chance d'aboutir en raison de l'opposition de Washington qui dispose d'un droit de veto. Selon des sources diplomatiques citées par le quotidien québécois La Presse, le vote aura lieu jeudi, et coïncide avec une réunion prévue par le Conseil de sécurité sur la situation dans la bande de Gaza, à laquelle participeront plusieurs ministres arabes.

Par voie d'une déclaration publiée par la mission palestinienne à l'ONU sur son compte X, le groupe arabe a indiqué : « nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à voter en faveur du projet de résolution soumis par l'Algérie au nom du groupe

arabe (...). Au minimum, nous implorons les membres du Conseil de ne pas faire obstruction à cette initiative essentielle ».

Selon La Presse, le projet de résolution algérienne « recommande » à l'Assemblée générale d'admettre « l'Etat de Palestine comme membre des Nations unies ».

L'Assemblée générale décide à une majorité des deux-tiers de l'admission d'un Etat à l'Onu, mais uniquement après une recommandation positive à ce propos du Conseil de sécurité.

Selon l'Autorité palestinienne, sur les 193 Etats membres de l'Onu, 137 reconnaissent de manière unilatérale un Etat palestinien.

En septembre 2011, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas avait lancé l'initiative demandant l'adhésion de l'Etat de Palestine à l'Onu, qui n'a jamais abouti, en raison de l'opposition américaine. En novembre 2012, les Palestiniens ont obtenu le statut « d'Etat non membre observateur » lors d'un vote de l'Assemblée générale. ■

Palestine occupée

Le mouvement «Peace Now» qualifie de «fasciste» la formation par Ben Gvir d'une unité spéciale pour poursuivre ses activistes en Cisjordanie

Le mouvement israélien «Peace Now» a qualifié, de «étape fasciste», la formation par Ben Gvir d'une unité spéciale pour poursuivre les activistes de mouvement en Cisjordanie.

Dans une publication sur la plateforme X, elle a déclaré : « C'est une tentative de persécution claire contre ceux qui dénoncent la violence, le génocide et le vol des colons contre les Palestiniens ».

Le mouvement a insisté sur le fait que « les incendiaires du gouvernement et sur le terrain ne devraient pas être autorisés à enflammer la Cisjordanie et à la transformer en un autre front de combat ».

Peace Now a affirmé qu'elle continuerait à rendre compte au public du projet de colonisation, soulignant « nous lutterons avec les militants contre la violence et la confiscation des biens ».

Le ministre israélien de

la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a annoncé mardi la formation d'une unité spéciale au sein des forces de police pour poursuivre les militants de gauche israéliens et les solidaires internationaux avec les Palestiniens en Cisjordanie occupée.

Les gauchistes israéliens en Cisjordanie sont actifs dans la défense des Palestiniens contre les agressions des colons et de l'armée israélienne, et ils documentent et publient ces agressions au niveau international.

L'unité de police cible également « les étrangers qui viennent de partout dans le monde directement en Cisjordanie, les touristes qui viennent sous couvert de visite, mais qui arrivent à des points de friction en Cisjordanie, et les citoyens israéliens qui rencontrent des soldats de l'armée dans différents endroits ».

Wafa

Iran : L'Iran répondra à «la moindre» action de l'entité sioniste

Le président iranien Ebrahim Raïssi a prévenu que « la moindre action » de l'entité sioniste contre les intérêts de l'Iran provoquerait « une réponse sévère » de son pays, selon un communiqué publié mardi par la présidence. « Maintenant, nous déclarons fermement que la moindre action contre les intérêts de l'Iran entraînera certainement une réponse sévère, étendue et douloureuse contre tous ses auteurs », a déclaré M. Raïssi au cours d'un entretien téléphonique avec l'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani, tard lundi. Le président iranien

a indiqué que son pays avait visé ce week-end, « en exerçant son droit à l'autodéfense », les « centres » où avait été organisé le bombardement d'une annexe de l'ambassade d'Iran à Damas, en Syrie, le 1er avril. Cette opération inédite « a été menée à bien avec succès avec l'objectif de punir l'agresseur », a-t-il ajouté. M. Raïssi a, par ailleurs, de nouveau dénoncé « le soutien aveugle de certains pays occidentaux au régime sioniste » qui est « une cause de tension dans la région », selon le communiqué. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Ali Bagheri, avait averti lundi

soir sur la télévision d'Etat l'entité sioniste que, en cas de réplique, « elles devront s'attendre à un coup plus fort, plus rapide et plus immédiat » de la part de l'Iran. « Elles n'auront pas un délai de 12 jours », a-t-il indiqué en référence à la durée ayant séparé la frappe de Damas et la riposte iranienne contre l'entité sioniste. « En fait, la réponse qu'ils recevront ne se mesurera pas en jours ou en heures, mais en secondes », a-t-il ajouté. L'entité sioniste « ne devrait pas répéter cette erreur stratégique par une autre erreur », a prévenu M. Bagheri. ■

Etats-Unis

Chicago avec la Palestine

Des centaines de personnes ont défilé lundi dans le centre de Chicago pour dénoncer le soutien financier des États-Unis à Israël et réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Le cortège s'est d'abord rassemblé devant le « Federal

Plaza », situé en plein cœur de Chicago, dans le cadre d'une manifestation organisée par la Coalition de Chicago pour la Justice en Palestine (ndlr: The Chicago Coalition for Justice in Palestine), visant à dénoncer « le financement par les

États-Unis du génocide à Gaza ». Cette manifestation, qui a eu lieu le 15 avril, jour de l'impôt aux États-Unis, était également un appel à la grève pour protester contre le financement américain du génocide à Gaza. ■

contribution

Tensions Iran - Israël

Impacts géostratégiques et énergétiques

Le 15 avril 2024 en clôture, le Brent a été coté à 90,41 dollars (84,86 euros) et le Wit 85,69 dollars (80,42 euros), malgré l'attaque de l'Iran contre Israël, le marché tablant sur une désescalade plus probable qu'un embrasement de la région, surtout après la décision américaine, principal allié d'Israël, et les recommandations de la communauté internationale d'éviter toute escalade qui risque de plonger l'économie mondiale vers une turbulence généralisée.

En outre, l'investissement (35 % du PIB) commencera à se redresser progressivement au cours de la période à venir, principalement grâce à la reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite en 2023 et à la hausse des investissements. En 2024, une légère augmentation de la production de pétrole (9 % du PIB) est attendue, d'environ 0,5 % par rapport à l'année 2023, pour atteindre 3,7 millions de barils par jour, en fonction de la demande de la Chine et d'autres pays asiatiques, pour laquelle l'Iran est en concurrence avec la Russie.

3.-L'Iran contrôlant le détroit d'Ormuz, acteur stratégique au niveau des hydrocarbures

Afin de combler ces besoins et faute de pouvoir s'approvisionner en produits occidentaux, l'Iran renforce ses partenariats avec les pays frontaliers et l'Asie, au premier plan, la Chine absorbant près de 90% des exportations de brut iranien (1,3 MB/j en 2023 souvent à des prix préférentiels comme d'ailleurs la Russie en direction de l'Inde et de la Chine. L'Iran étant un acteur stratégique majeur de la région contrôle le détroit d'Ormuz bordé par le sultanat d'Oman reliant le Golfe persique à la mer d'Arabie et à l'Océan Indien. Cet étroit passage maritime est l'un des points névralgiques du commerce mondial, ce qui lui confère une haute importance stratégique. Plus des trois-quarts de ces exportations sont destinés aux pays d'Asie, en premier lieu la Chine, l'Inde et le Japon. Si l'Arabie saoudite et les Émirats ont établi un réseau d'oléoducs pour contourner le détroit, ces voies alternatives comportent en réalité des volumes limités.

Face au rétablissement annoncé des sanctions américaines sur son pétrole, Téhéran a menacé de bloquer cette voie par laquelle transitent jusqu'à 30% des exportations maritimes de pétrole, à l'extrémité des eaux du Golfe, entre l'Iran au nord, Oman et les Émirats arabes unis au sud. Sur le plan énergétique l'Iran détient 11,5% des réserves mondiales de pétrole conventionnel, la deuxième au



L'Iran comme d'ailleurs la Russie, confrontés aux sanctions occidentales, fortement dépendante des ventes d'hydrocarbures, c'est la sécurisation de ses immenses réserves d'hydrocarbures qui le pousse à développer un programme nucléaire civil et à chercher à disposer de l'arme nucléaire parallèlement à la construction d'une importante industrie de défense conventionnelle, ces capacités militaires correspondent pour Téhéran, à un impératif de sécurisation de ses sites de production d'hydrocarbures, axé sur deux constatations stratégiques.

Moyen Orient derrière l'Arabie Saoudite (la première réserve mondiale étant le Venezuela mais pétrole lourd), le quatrième producteur mondial entre 3,5 et 4 millions de barils/j et la seconde réserve mondiale de gaz derrière la Russie 15% des réserves mondiales et sa capacité de production de gaz est de plus d'un milliard de mètres cubes par jour, mais comme pour le pétrole, devant tenir compte de la forte consommation intérieure., le prix largement inférieur au prix du marché international. L'Iran comme d'ailleurs la Russie, confrontés aux sanctions occidentales, fortement dépendante des ventes d'hydrocarbures, c'est la sécurisation de ses immenses réserves d'hydrocarbures qui le pousse à développer un programme nucléaire civil et à chercher à disposer de l'arme nucléaire parallèlement à la construction d'une importante industrie de défense conventionnelle, ces capacités militaires correspondent pour Téhéran, à un impératif de sécurisation de ses sites de production d'hydrocarbures, axé sur deux constatations stratégiques. L'Iran a tout d'abord un sentiment d'encerclement du fait de la présence militaire des États-Unis sur pratiquement toutes ses frontières terrestres et ma-

ritimes (Turquie, Irak, Koweït, Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman, Pakistan et Afghanistan). Ensuite, la plupart des sites de production iraniens sont concentrés et vulnérables, car principalement situés à proximité de l'Irak ou en off-shore dans le golfe Arabo-Persique. Or deux régions d'Iran (Lorestan et Khouzistan pour le pétrole, South Pars pour le gaz) recèlent 90 % de son pétrole et 63 % de son gaz. Cependant, le défi majeur est lié à un retour à l'accord sur le nucléaire iranien, officiellement connu sous le nom de Plan global d'action conjoint (JCPOA), dont les États-Unis se sont retirés unilatéralement en mai 2018. Un retour à l'accord semble difficile à réaliser dans le contexte géopolitique mondial actuel, malgré les récents pourparlers indirects entre l'Iran et les États-Unis.

Les relations (ou l'absence de relations) de l'Iran avec ses principaux voisins, en particulier l'Arabie saoudite, Israël, l'Égypte, la Russie, Oman et les Émirats arabes unis, continueront de façonner le paysage extérieur, ainsi que l'avenir de l'Irak, du Liban, de la Syrie, du Caucase du Sud et récemment des tensions au Moyen Orient. Les rivalités actuelles, la

concurrence pour l'influence et les luttes de pouvoir régionales pourraient potentiellement accroître les tensions.

En conclusion, le Moyen-Orient en 2022/2023, représente 32,7% de la production du pétrole et 20% du gaz naturel et pour les réserves 60% de pétrole et 40% de gaz naturel, le détroit d'Ormuz contrôlé par l'Iran 30% du transit mondial de produits d'hydrocarbures sans compte les tensions en Mer rouge, entre 12/15% du commerce mondial de marchandises, la mer Rouge jouant un rôle particulièrement important dans les échanges Europe-Asie (40 % des échanges), où selon l'Institut Kiel, un conteneur navigant entre la Chine et l'Europe est passé en moyenne de 1500 dollars à 4000 dollars. Si le conflit entre l'Iran et Israël et entre Israël et Hamas se propage aux pays voisins, les conséquences tant géostratégiques que pour l'économie mondiale pourraient être particulièrement lourdes, avec comme impact direct la fermeture du détroit d'Ormuz avec des interruptions d'approvisionnement en hydrocarbures renchérissant le coût de l'énergie de toutes les chaînes d'approvisionnement et leurs coûts de production avec un prix qui dépasserait les 100 dollars le baril, des pressions inflationnistes avec une récession économique à terme dont les premières victimes seront les pays les plus vulnérables. Espérons que la raison l'emporte sur les passions, et une des solutions pour apaiser toutes ces tensions est la création d'un État palestinien sur des bases fiables permettant de mettre fin à ce massacre, la cohabitation des peuples de la région dans la paix et la sécurité

Abderrahmane Mebtoul
Professeur des Universités
Expert international
(Suite et fin)

INFO EXPRESS

Médéa

Rencontre sur le programme d'économie sociale et solidaire

Une rencontre sur le programme d'économie sociale et solidaire (ESS) pour l'intégration économique durable des jeunes entrepreneurs a été organisée mardi à Médéa au profit de jeunes porteurs de projets, associations et artisans émergeant dans différents domaines d'activités. Initiée par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette rencontre a été axée sur le développement de l'écosystème local de l'ESS. Elle est destinée à «informer les jeunes entrepreneurs et porteurs de projets dans les activités incluses dans ce programme et comment prendre part à ces activités et les conditions pour bénéficier d'un accompagnement pour la conduite et la réalisation d'un projet», a expliqué le coordinateur du PNUD, Imadeddine Badra. Il a indiqué que la rencontre «vise, aussi, à renforcer les compétences des acteurs et organismes intéressés par le projet qui va s'inscrire dans la démarche d'économie solidaire en les aidant soit, à réaliser des projets innovants, développer d'autres projets déjà en cours, ou d'assurer un soutien et une assistance technique aux activités de femmes au foyer». «Le programme ESS est ouvert à toutes les catégories sociales et couvre une large gamme d'activités et de domaines susceptibles de bénéficier de l'appui assuré dans le cadre du développement de l'écosystème local de cette économie», a-t-il ajouté.

APS

Relizane

Démantèlement d'une bande de cambrioleurs

Un réseau de malfaiteurs spécialisés dans les vols des maisons a été appréhendé, par les éléments de la police judiciaire de la troisième sûreté urbaine de la wilaya de Relizane. Cette opération est intervenue suite à une plainte déposée par une personne, dans laquelle elle déclare que sa maison a été l'objet d'un cambriolage, qu'un ensemble de bijoux, une somme d'argent importante de plus d'un milliard de centimes a été dérobée. Aussitôt, les éléments de la brigade judiciaire ont diligemment une enquête pour traquer les voleurs. Les investigations menées ont permis d'identifier l'auteur principal et deux acolytes de cette bande de malfaisants qui furent tout de suite arrêtés, et la récupération d'une somme d'argent de 810 millions de cts, deux bagues, et deux colliers en or. Les investigations ont permis d'identifier le quatrième acolyte et fut arrêté avec la récupération d'un autre montant de 200 millions de centimes. Après le parachèvement des procédures légales et judiciaires, un dossier a été formé contre les suspects pour les présenter devant la justice.

N.Malik

Tlemcen

Semaine préventive pour un mode de vie sain et équilibré

Organisé sous le haut patronage du ministre de la Santé du wali et de la direction de la santé de la wilaya de Tlemcen la semaine préventive a débuté avant hier et prendra fin le 21 de ce mois placée sous le thème un mode de vie sain et équilibré afin d'inculquer des mesures préventives visant à préserver la santé du citoyen une louable initiative du ministère de la santé en question dont l'objectif primordial consiste à œuvrer davantage afin de munir les citoyens de certaines mesures de contraintes en relation directe avec la préservation de la santé à travers l'adoption d'un comportement basé sur des directives fournies par le personnel du secteur sanitaire seule la stratégie pouvant contribuer à éviter la multiplicité des cas de maladies notamment chroniques telle le rôle de l'ensemble des acteurs soucieux d'apporter des éclaircissements au sujet du respect de règles alimentaires permettant d'ancrer la culture de protection d'où la nécessité d'informer et de sensibiliser le citoyen sur l'importance un intérêt à l'application d'une série de mesures afin de garder sa santé en bon état en lui évitant des com-



■ Semaine préventive au profit de la population. (photo > D. R.)

plications une alimentation saine et équilibrée et une pratique alimentaire qui permet de maintenir ou d'améliorer sa santé générale. Ainsi la tenue de cette semaine de prévention revêt un cas particulier car elle constitue une opportunité

que les acteurs doivent saisir afin de mettre au clair certaines contraintes liées à plusieurs facteurs donnant naissance à l'apparition de certaines maladies devenues complexes notamment en sur le plan financier. Par ailleurs au

cours de ces journées d'informations il est programmé des campagnes d'informations et de sensibilisation à travers tous les centres de santé de la wilaya au profit de la population et à tous les niveaux afin de promouvoir les actions liées au mode de vie sain l'organisation de portes ouvertes outre des conférences au profit du personnel de la santé et de la population ou des communications envisagées seront axés essentiellement sur le rôle de la promotion de l'alimentation saine et équilibrée la pratique de l'activité physique la prévention et la lutte contre les facteurs de risques tels les additifs du téléphone portable qui pourrait favoriser des tumeurs de cerveaux et de visibilité la vaccination l'hygiène et santé le bon usage de l'utilisation des médicaments. Ainsi figurant au centre des priorités de la tutelle à travers ce plan vise à mettre en œuvre la santé du citoyen au centre des préoccupations des pouvoirs publics d'où la nécessité de faire appel à tous les secteurs concernés par la concrétisation des objectifs visés par les autorités.

ST. Smain

Mostaganem

Saisie de 4,55 g de drogue dure (kétamine), une arrestation à Ain Nouissy

Les services de la police relevant de la sûreté daïra d'Ain Nouissy ont réussi à intercepter une voiture touristique à bord duquel, se trouve, un repris de justice âgée de 34 ans, en sa possession d'une quantité de 4,55 gr de la drogue dure de type Kétamine, destinée à être commercialisée en plus d'une somme d'argent probablement de la vente des stupéfiants, a-t-on appris ce

mardi de ce corps de sécurité. C'est à la suite d'une ronde de routine effectuée par les éléments de la sûreté daïra d'Ain Nouissy que ces derniers ont observé une voiture touristique suspecte et après vérification d'identité des personnes à bord de la voiture, ils ont découvert en possession de l'un des personnes, une quantité de drogue dure de type Kétamine estimée à 4,55 gr destinée à la

vente et une somme d'argent évaluée à 108.000.00 DA. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre de l'inculpé pour les présenter devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem pour les chefs d'inculpation de trafic de la drogue dure, à des fins de commerce illégal, transport, indique notre source d'information.

N.Malik

Ouargla

Toutes les structures prêtes pour la réussite de la saison du Hadj-2024

Toutes les structures d'accueil aéroportuaires sont prêtes pour assurer la réussite de la saison du Hadj-2024, a souligné, mardi à Ouargla, le ministre des Transports, Mohamed EL-Habib Zahana. «Toutes les structures aéroportuaires à travers le territoire national sont prêtes pour la réussite de la saison du Hadj-2024 et les conditions sont réunies pour le confort des futurs hadjis», a assuré M. Zahana en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Le ministre a, lors de l'inspection de l'aéroport d'Ouargla -Ain El-Beida, donné des instructions aux responsables du secteur et organismes concernés en vue de conférer tout le succès voulu à la saison du hadj à la faveur de

la mobilisation de tous les moyens humains et matériels au niveau des structures aéroportuaires au niveau local et national. Auparavant la délégation ministérielle a suivi un exposé sur les travaux d'extension de l'aérogare au niveau de cette infrastructure vaste de 1.000 m2, les activités et le programme d'investissement visant la réalisation d'une aérogare de type «A» et d'un centre de la sûreté des aéroports dans la commune de Hassi-Messaoud. Pour sa part, le wali d'Ouargla, Mustapha Aghamir, a passé en revue une série de questions liées au secteur des transports, dont le non achèvement des travaux d'extension de l'aéroport d'Ouargla, le ren-

forcement de l'aéroport internationale «Krim Belkacem» de Hassi-Messaoud en une deuxième piste d'atterrissage, et la consolidation de l'entreprise de transport urbain et semi-urbain d'Ouargla en nouveau parc roulant. Le rallongement de la ligne du tramway sur une quinzaine de kilomètres pour couvrir les agglomérations de la banlieue d'Ouargla, a été vivement souhaitée par les autorités locales. Le ministre des Transports a, au terme de sa visite, indiqué que tout le soutien voulu sera accordé au secteur des transports dans cette région à grande importance économique.

APS

INFO/EXPRESS

El Oued

Production prévisionnelle de plus de 4 millions quintaux de pomme de terre saisonnière

La Chambre de l'agriculture (CA) de la wilaya d'El Oued prévoit la réalisation, au titre de la saison agricole actuelle, d'une production estimée à plus de 4 millions quintaux de pomme de terre, a-t-on appris mardi de ses responsables. La surface agricole réservée à la culture de la pomme de terre, est estimée à plus de 10 000 hectares, et sa superficie a connu cette saison une extension «significative» par rapport aux saisons agricoles précédentes, a déclaré le président de la chambre, Jalloul Othmani. Les superficies agricoles sont réparties à travers les localités d'El Magrane, Hassi Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Debila et Ourmes, a-t-il indiqué, soulignant que l'accent a été mis sur les terres fertiles et les capacités d'irrigation agricole dans le but d'augmenter la production de pomme de terre. «Les communes de Hassi Khelifa, Ourmes, Taghezout et Nakhla disposent de marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre, sachant que ces zones agricoles offrent à elles seules un taux de 80% de la production totale de la wilaya en ce produit agricole», a fait savoir la même source.

La wilaya d'El Oued s'est placée ces dernières années à la tête des wilayas productrices de la pomme de terre au niveau national, avec une contribution dépassant les 40% de la production nationale, ce qui représente 50% de la production végétale locale.

décryptages

Vie politique en France

Les objectifs réels d'Eric Zemmour aidé par Jean Messiah (II)

Eric Zemmour et Jean Messiah interviennent pour réaliser cet objectif qui est de contrecarrer la véritable extrême droite et nous allons voir comment ils vont s'y prendre.

III – L'opinion publique française à l'égard des juifs en général et d'Israël en particulier.

Les dix dernières années sont marquées par une évolution des actes à caractère antijuif dans un sens croissant, généralement des injures, des menaces, des dégradations de biens et même des actions violentes allant jusqu'à l'homicide. On dénote 81 plaintes en 1998 et 339 plaintes en 2020.

Le rapport annuel émis par l'Organisation sioniste mondiale et l'Agence juive indique que l'année 2021 a été la plus antisémite de la dernière décennie : près de 50% des actes antisémites se sont produits en Europe et près de 30% aux Etats-Unis.

Mais ce qui fait peur aux tenants de la centralité d'Israël dans le judaïsme mondial, ce ne sont pas ces faits divers, c'est surtout l'apparition d'une élite qui remet en cause les intérêts d'Israël en France en particulier les institutions financières dominés par ses compatriotes, doublé d'une transposition du conflit israélo-palestinien en France.

Les tenants de la centralité d'Israël dans le judaïsme mondial connaissent l'importance de l'idée dans la société, ils ont 5000 ans d'expérience dans le domaine, ils savent que tôt ou tard une idée juste est vouée à se développer, aura ses martyrs, s'incruster dans la société et finira par diriger cette société.

Justement cette élite est entrain de révéler le caractère sioniste et raciste de l'état d'Israël par des écrits de tous genres et surtout à caractère scientifique tirés de l'histoire et même par des pièces théâtrales en mettant en relief la contradiction entre un peuple qui se dit avoir été tout le temps opprimé et qui maintenant est en train d'opprimer à son tour non seulement au Moyen orient mais à travers le monde par le biais des institutions financières et d'information.

Des auteurs comme Hervé Ryssen font paraître des écrits qui sont jugés antijuifs et il a été d'ailleurs condamné, l'essayiste Alain Sorel, président d'Égalité et Réconciliation développe aussi des idées dans ce sens, un certain Yahia Gouasmi, crée même un Parti anti sioniste. Des historiens de renom qui remettaient en cause l'holocauste ont été sanctionnés par le retrait de leur diplôme chèrement acquis.

Tout ceci a créé un sentiment de faiblesse, d'humiliation et de frustration par le fait d'ôter un diplôme délivré officiellement par une université qui est une institution de la République juste parce que son auteur a développé une idée qui ne plaît pas à une minorité alors que l'université est par excellence le lieu d'échange d'idées et de débat, il suffisait de démontrer le contraire. Ne l'ayant pas fait et en sanctionnant ces universitaires on n'a fait que démontrer que l'holocauste est discutable.

En décembre 2017, les éditions Gallimard ont tenté de publier les pamphlets antisémites de Louis-Ferdinand Céline à savoir « Bagatelles pour un massacre », « L'École des cadavres » et « Les Beaux draps » mais il fut dissuadé.

En 2019, des associations comme Action française, des personnalités comme Yvan Benedetti, Jérôme Bourbon, Alain Escada de Civitas, Marion Sigaut, Pierre-Antoine Plaquevent, Stéphanie Bignon, le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme ont créé le Cercle « Édouard Drumont » écrivain du livre « La France juive »

Sans oublier les représentations de Dieudonné qui se donnaient à salle comble et leur interdiction a tellement choqué le peuple français que cela s'est transformé en un sentiment anti juif dans la société française puisque David de Rothschild et Roger Cukierman, président du Crif ont fait, dans un communiqué de



Eric Zemmour, journaliste, écrivain, essayiste, éditorialiste, chroniqueur, polémiste et homme politique français d'extrême droite. (Photo : D.R)

■ VOILÀ COMMENT SE PRÉSENTE LE PARCOURS DU CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE, ÉLEVÉ DANS UNE ÉCOLE PRIVÉE COMMUNAUTARISTE SELON LES PRINCIPES DU TALMUD QUI CONSIDÈRE TOUS LES AUTRES COMME DES SERVANTS ET NON DE LA THORA OU DU MOINS CE QUI EN RESTE ET LA PREUVE SON DISCOURS N'EST QUE HAINE DE CELUI QUI EST EN TRAIN DE LE PORTER AUJOURD'HUI, CE N'EST QU'UNE ALLIANCE CONJONCTURELLE. CES ACTIONS ONT POUR BUT DE CONFORTER LA CENTRALITÉ D'ISRAËL DANS LE JUDAÏSME MONDIAL.

presse, l'éloge du Premier ministre Manuel Valls pour avoir soutenu la « pleine légitimité des mesures qui restreignent la liberté de parole ».

Mais ce qui a certainement ébranlé les tenants de la centralité d'Israël dans le judaïsme mondial c'est le mouvement des Gilets jaunes en 2018 et surtout sa durée dans le temps qui a critiqué les banques avec le slogan « Rendez l'argent, sales juifs » dans les rues et sur les réseaux sociaux au point où des responsables politiques les ont accusés de complicité de terrorisme.

En juin 2021, le général retraité Dominique Delawarde un des signataires de la « tribune des généraux » a fait allusion dans son entretien à une chaîne de télévision à une minorité qu'il a appelé « meute médiatique » qui contrôle l'information et quand il lui a été demandé de les identifier, il a répondu que c'est la « communauté que vous connaissez bien ». Ce point de vue est partagé certainement par tous les militaires signataires de la « tribune des généraux ».

Le niveau du sentiment anti-juif est tellement élevé qu'une personne comme Zemmour est devenue nécessaire pour procéder à des réformes au niveau de l'élite française après que BHL ait fait des réformes au niveau des pays arabes qui gênaient la mise en œuvre du principe de la centralité d'Israël du judaïsme mondial.

IV - Les objectifs d'Eric Zemmour

L'Europe est en train d'évoluer vers la prédominance de deux principaux mouvements, celui de l'écologie et celui de l'extrême droite, le premier est déjà encadré par les banques au regard des opportunités d'investissement qu'il offre et on sait à quel point les banques sont proches du principe de la centralité d'Israël du judaïsme mondial.

Reste l'extrême droite qui reste encore rebelle envers les institutions soumises au principe

tielle, de ne pas avoir remercié ses électeurs et tout cela à la veille des élections législatives

2 – L'étouffement des partis de droite

Cette méthode qui consiste à prendre en charge les idées du mouvement d'extrême droite va faire du parti de la « reconquête de la France » le seul porte-parole de l'extrême droite. Cette dernière est arrivée à cette situation parce que Marine Le Pen a mené pendant des années une stratégie soit disant de dédramatisation du Front national en s'éloignant des idées fondatrices du parti, mais cette politique est entrain de lui coûter chère car elle risque de la payer avec sa disparition si ce n'est pas en 2022, ce sera en 2027.

D'ailleurs il n'y a qu'à observer ce qui se passe dans les rangs de son parti le Rassemblement national ou on assiste à plusieurs défections ces dernières semaines au bénéfice du parti de M. Zemmour dénoncées par Mme Le Pen, elle-même. Cette défection a touché même ses hommes de confiance à moins que cela soit une opération « Taupes »

Le parti de la « reconquête de la France » va paraître le seul capable de répondre aux revendications du mouvement d'extrême droite en prenant certainement quelques mesures spectaculaires pour calmer l'ardeur qui le portera au pouvoir mais pas plus. Ce qui intéresse Zemmour et ses amis c'est principalement l'effacement des derniers principes nationalistes gaullistes de la France, une réforme dans l'armée, dans l'enseignement, dans le code pénal pour faire taire l'élite, dans la magistrature, dans le recrutement des hauts fonctionnaires. Le reniement de Zemmour par des associations juives n'est qu'une façon d'augmenter sa légitimité auprès de la France populaire qui est profondément antijuive, sinon le mot d'ordre de voter Zemmour est déjà donné.

3 – La partition de l'Algérie

Il faut d'abord savoir que quand l'Algérie vit des troubles internes, cela plaît de l'autre côté même si ce n'est pas général.

L'Algérie est un pays foncièrement anti sioniste et pro palestinien, l'état d'Israël est entrain de l'encercler ces dernières années, il vient d'établir des relations diplomatiques et même militaires avec le royaume du Maroc. Il est déjà présent dans les pays africains frontaliers. Les futurs chefs libyens sont en train de faire des va et vient incessant à Tel Aviv pour avoir sa bénédiction. La Tunisie tôt ou tard finira par lâcher et se joindre aux courtisans.

Restera l'Algérie qui n'acceptera jamais car le prix sur le plan interne à payer risque d'être très cher et dans ce cas quoi de mieux que d'affaiblir ce pays et l'obliger à accepter de s'inféoder à l'état d'Israël. Cet affaiblissement passe nécessairement par sa division en exploitant toute velléité d'autonomie par son renforcement.

Notre ami Zemmour qui se dit berbère et non algérien ferait tout son possible pour créer un État pour ce qu'il considère comme compatriotes non pas pour leur faire plaisir mais pour faire plaisir à ses commanditaires qui sont en train de le pousser sur le trône français. Notre ami Zemmour pense que les ingrédients sont prêts parce qu'il compte déjà sur une organisation qui lui a fait miroiter une ascendance sur le pays mais ce qu'il oublie c'est qu'en Algérie il n'y a que des algériens et M. Zemmour le sait très bien puisque ses parents ont été obligés de quitter l'Algérie.

Comme en Israël il n'y a paraît-il que des israéliens alors que plus de 80 % ont la double nationalité si ce n'est pas une triple nationalité, et un pied à terre à l'étranger, en particulier les dirigeants, une société composée de plusieurs véritables ethnies.

A suivre...
N. Bensaadia

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN

Soixante-dix nouveaux films en compétition

Soixante-dix nouveaux films de 18 pays méditerranéens produits entre 2022 et 2024, participeront à la 4^{ème} édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba qui se tiendra du 24 au 30 avril courant avec invité d'honneur le cinéma italien, a indiqué lundi le commissaire du festival, Mohamed Allal.

Dans une conférence de presse tenue à l'hôtel Seybouse international, M. Allal a précisé que "sur ce total de films incluant des longs et courts métrages ainsi que des films documentaires, 46 films participent à la compétition officielle avec en plus des projections spéciales du cinéma palestinien, sur la femme et sur le cinéma méditerranéen".

Il a également ajouté que "le festival revient après quatre années d'éclipse avec une nouvelle vision et une forte détermination à en faire une plateforme de découverte des talents et un partenaire de la production de films avec les jeunes cinéastes, assurant que le festival ambitionne de devenir un centre de rayonnement et de promotion du cinéma algérien".

Reporté de novembre 2023 à avril 2024, le festival verra l'expression de la solidarité avec le peuple palestinien avec un programme intitulé "Viva Palestina" de présentation de sept courts métrages palestiniens à présenter successivement avant l'ouverture de la compétition officielle en présence de stars du cinéma palestinien dont le comédien Kamal Bacha et la cinéaste Najwa Najjar.

Le film italien "Vers un avenir radieux" signé en 2023 par le réalisateur Nanni Moretti ouvrira le festival d'Annaba du film méditerranéen qui donnera lieu à la distinction de stars du cinéma algérien et international dont le réalisateur algérien Merzak Allouache et le réalisateur italien Domenico Procacci. Dans le cadre de la formation, le festival accueillera dans son programme Masterclass des figures artistiques qui relateront leurs parcours dont le musicien compositeur Safy Boutella, le spécialiste des effets spéciaux 3D pour le cinéma Samy Lamouti et le producteur italien Daniele Urciuolo.

Des ateliers de formation aux métiers du cinéma seront également organisés au profit de 70 jeunes et animés par des figures du cinéma.

Au cours de la conférence de presse, la bande d'annonce du festival d'Annaba du film méditerranéen dont le montant total des prix atteint 25.000 dollars dont 15.000 dollars pour la catégorie des longs métrages, 5.000 dollars pour chacune des deux autres catégories des courts métrages et documentaires, a-t-on indiqué.

R.C.

Association des Oulémas algériens de Ghardaïa

Mustapha Ramdane, homme de lettre et réformateur apprécié dans la vallée du M'zab

Le défunt Mustapha Ramdane, ancien responsable à Ghardaïa de l'Association des Oulémas algériens, qui a été, à la fois, une éminente personnalité de lettres et un réformateur social pétri de qualités morales faisant sa notoriété dans la vallée du M'zab, a voué sa vie à la propagation des nobles valeurs de tolérance et de coexistence parmi les siens, témoignent ses proches.

Né le 2 mars 1947 à Ghardaïa dans une société connue par son respect de la science et de la morale, le défunt, fils de Brahim, Moudjahid de la glorieuse Guerre de libération nationale, a appris ses premières lettres et le saint Coran dans sa ville natale pour poursuivre son cursus scolaire au palier moyen dans la commune de Guerrara (nord de Ghardaïa), et rejoindre ensuite l'un des lycées de la ville de Constantine, avant d'accéder à l'Ecole supérieure du commerce d'Alger.

Mustapha Ramdane, décédé le 25 mai 2018, a eu un parcours atypique dans sa vie. Il était un véritable touche à tout, de par le fait qu'il avait exercé plusieurs métiers et dans différents secteurs.

Il avait entamé sa vie professionnelle à l'entreprise nationale des hydrocarbures (Sonatrach) pour changer de cap et entamer une expérience dans l'enseignement moyen et secondaire au lycée "Ramdane Hamoud" de Ghardaïa, avant d'intégrer le secteur de la communication.

Dans le secteur de la presse, il a eu à exercer dans plusieurs médias, à savoir au quotidien

arabophone "Echâab", puis premier correspondant de la BBC (British Broadcasting Corporation) en arabe depuis l'Algérie, durant les années 1970. Il a contribué également par ses écrits dans des magazines édités en Angleterre, a rappelé son frère Abdelmadjid Ramdane.

En plus du magazine "Le Moudjahid hebdomadaire", titre dans lequel il avait signé de nombreux articles, le défunt Ramdane est également connu par sa production radiophonique prolifique au sein de la Radio locale de Ghardaïa.

Féru des lettres, il a également touché à plusieurs genres littéraires, faisant de lui une immence en la matière dans la vallée du M'zab. C'était cette passion qui l'avait poussé à fonder sa propre maison d'édition, qui avait participé à publier les œuvres de nombreux illustres hommes de culture et de personnalités nationales.

Très marqué par le parcours de son défunt frère, Madjid Ramdane dépeint une personnalité "entièrement" vouée à la culture, "foncièrement" marquée par les valeurs humaines, en propageant la "bonne parole" à travers les conférences et les prêches qu'ils animaient au niveau de certaines mosquées de la wilaya.

Il avait assumé, de par sa stature et sa notoriété, avec réussite beaucoup de missions au sein de l'Association des Oulémas Algériens, section de la wilaya de Ghardaïa, en plus de sa tâche de président de la section locale de l'Union des écrivains algériens et membre de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW).

Ses proches évoquent un homme d'une vaste culture, fortement attaché aux valeurs humaines qui croyait fermement



que "toute société jouit d'une conscience collective forgée par une histoire commune, des valeurs partagées et tirées de la religion islamique et d'une identité nationale commune", s'inspirant ainsi de la sagesse de son père, Brahim Ramdane et des hommes de culte et de culture, à l'instar entre autres de Ramdane Hamoud, le poète de la révolution, Moufidi Zakaria, et du Cheikh Bachir El-Hbrahimi.

Très imprégné des valeurs culturelles et humaines que recèle le patrimoine civilisationnel arabe, amazighe et universel, le défunt Mustapha Ramdane, continue à être perçu comme une ressource littéraire inestimable dans la vallée du M'zab et comme une partie intégrante du patrimoine de la région et de la littérature algérienne.

La résidence de Mustapha Ramdane, une destination privilégiée des hommes de lettres

Le défunt Mustapha Ramdane a fait de sa maison, sise à Ghardaïa, une destination ouverte à toute personnalité de science ou de culture, dont des écrivains, poètes et artistes, issus de différents horizons du pays.

Sa demeure est devenue, au fil du temps, un haut lieu de débat littéraire, culturel et cultuel, selon le témoignage de l'écrivain, Abdelmadjid Mabsout. La majorité des œuvres littéraires du défunt véhiculent des enseignements arrachés de son expérience de la vie et prêchent les "bonnes" mœurs. Ses idées réformatrices l'avaient conduit, sa vie durant, à promouvoir les valeurs de l'entraide sociale, la fraternité et la tolérance entre les enfants du même pays, a-t-il ajouté.

M. Mabsout a souligné, à ce titre, que le défunt homme de lettre avait légué un patrimoine littéraire de plus de 27 œuvres, dont des œuvres versées dans la religion, la civilisation, la culture, les questions politiques en relation avec siècle actuel, et d'autres relevant du domaine littéraire et anthropologique en relation avec la région de Ghardaïa. Il a signé, en outre, une biographie sur la vie et les œuvres du défunt Moudjahid Brahim Ramdane, en plus d'une série de contes pour enfants et d'écrits sur des personnalités héroïques de la lutte du peuple algérien pour l'indépendance.

R.C.

Journée du savoir

La bibliothèque de cheikh Benbadis remise à titre wakf à "Djamaâ El-Djazair"

Le recteur de Djamaâ El-Djazair, Mohamed Maamoun Al Kacimi Al Hoceini, a présidé mardi à Constantine, la cérémonie de remise de la bibliothèque de cheikh Abdelhamid Benbadis (1889-1940) à titre wakf à la mosquée Djamaâ El-Djazair (Alger).

La signature de la remise de cette bibliothèque, composée de 808 ouvrages, et qui s'est déroulée au siège de la Fondation Abdelhamid Benbadis, entre dans le cadre de la célébration de la Journée du savoir qui coïncide avec le 84^{ème} anniversaire du décès du pionnier du réformisme en Algérie, cheikh Abdelhamid Benbadis. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, des membres de la famille Benbadis et de l'Association des Oulémas musulmans algériens ainsi

que de représentants de zaouïas, étaient présents lors de cette cérémonie.

Dans une déclaration aux médias, Mohamed Maamoun Al Kacimi Al Hoceini, a indiqué que la remise de cette bibliothèque qui "renferme certains ouvrages datant de l'an 1800, intervient en exécution du testament d'Abdelhak, frère du cheikh Abdelhamid Benbadis, à l'occasion de la Journée du savoir", remerciant, à cette occasion, les autorités locales pour les facilités accordées pour concrétiser de cette initiative.

Il a également affirmé qu'un espace sera équipé pour accueillir la bibliothèque de cheikh Abdelhamid Benbadis. Cet espace renfermera, a-t-il ajouté, d'autres manuscrits vieux de deux siècles, assurant

qu'il allait œuvrer pour lui donner la place qui lui sied et en faire un monument au service des étudiants, chercheurs et spécialistes. De son côté, Mme Fouzia Benbadis, nièce de cheikh Abdelhamid Benbadis, a souligné que «cette démarche intervient en exécution du testament de son père cheikh Abdelhak qui soutenait constamment que la bibliothèque de cheikh Abdelhamid Benbadis appartenait au peuple algérien et non pas seulement à la famille».

Ce trésor, a-t-elle ajouté, «renferme 808 ouvrages dont des manuscrits, des livres et des revues de savants et philosophes de plusieurs pays dont certains imprimés en 1800». Le recteur de "Djamaâ El-Djazair" s'est rendu, au début de sa visite, au cimetière de la famille Benbadis

dans la commune de Constantine où il a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du pionnier du réformisme algérien et lu la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire.

Il a ensuite visité les deux mosquées Sidi Lakhdar et Arbaïne Charif au centre-ville où il a reçu des explications sur l'opération de restauration de ces deux anciens édifices culturels.

Il a également visité, au niveau de la maison de la culture Malek Hadad, le premier salon national du livre regroupant des exposants de tout le pays avant de prendre part à la cérémonie de distinction des lauréats du 4^{ème} concours national littéraire cheikh Abdelhamid Benbadis.

R.C.

en direct

Championnat d'Afrique de volley

Défaite du WA Tlemcen face à Al Nasr

le match à suivre football

FC Barcelone 1 - Paris-SG 4

Une remontada à la parisienne

Transfert

Manchester City passe à l'action pour Ryan Aït Nouri

Football algérien

Des buts pour finir la saison en beauté

Enfin, les Canaris ont réussi en ouverture de la 23^{ème} journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, à échapper à la menace de la trappe.

Is reviennent ce mardi, comme pour répondre à ceux qui prédisaient sa fin, une équipe sans âme, déboussolée et sans guide. Comme s'il fallait ce soir dire tout simplement que le football n'est pas une science exacte. Le risque existe pour tous les clubs, il est omniprésent... alors il faut seulement rester optimiste. Le MC Oran est arrivé avec l'espoir de faire ses courses, quitter la zone rouge, en prenant lui aussi ses trois points du stade du 1er novembre, chose que les supporters ont aussi compris puisque absents. Mais ce mardi, la JS Kabylie a eu droit à une précieuse victoire qui s'est construite sans ses fans, qui ont préféré rester à la maison pour ne pas être témoin d'une défaite qui confirmera qu'elle sera désormais la candidate à la Ligue 2.

Dans un match à six points, les hommes de Bahloul-Bensafi qui inaugurent leur entrée dans une ambiance très fragile, ont réussi à surpasser l'obstacle de l'ex entraîneur de la JSK Youcef Bouzidi, aujourd'hui à la tête du Mouloudia d'Oran. Les trois réalisations du club du Djurdjura ont été l'œuvre de Nechat (6'), Boualia (18') et Berkane (59'), tandis que l'unique but oranais est signé Boussalem (82'). Le score de 3-1 est une belle facture qui vient d'être honorée pour rester encore sur cet espace de la Ligue 1, que la JSK n'a jamais abandonné depuis sa naissance. Oui, mais cela ne veut pas dire que les cartes des victoires sont toutes tombées, il en restera encore, celles qui devront être jouées sur les autres terrains pour remonter un plus haut et espérer dominer du haut le bas du classement. Une inattendue ou encore inespérée victoire qui va lui permettre de retrouver la sacrée connexion avec ses supports. En attendant, elle gagne trois points et se place en 8e position provisoirement.



Les Canaris reprennent des couleurs.

(Photo : D. R.)

Dans l'autre match qui a mis face à face deux formations qui n'arrivent toujours pas à se départager, en l'occurrence le CR Belouizdad et le Paradou AC qui viennent, une fois de plus, de se séparer sur le score de parité d'un but partout. Ce n'était pas le résultat qui était au cœur des pronostics. Pour le Chabab, l'adversaire du jour, n'est certes pas facile mais, les secrets de l'entraîneur allaient faire plier le Paradou. Sur le terrain, ce sont les représentants de Hydra qui passent à côté d'une belle victoire malgré l'avance pris par Belouizdad, tout au début de la partie lorsque Wamba rata un penalty en première mi-temps. En seconde mi-temps, Boukerma ouvre le score pour le Paradou AC à la 54', pas pour longtemps puisque Belkhir (81') égalise pour le Chabab.

Coupe d'Algérie : l'USMA en demi-finales

C'est l'USM Alger qui décroche son billet pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie, et ce, grâce à une superbe victoire

bien dessinée sur le terrain, et surtout bien architecturée. Sans se forcer, elle laissa l'adversaire se faire une idée du jeu des Algérois pour se jeter à fond dans des descentes souvent échouées par une défense bien huilée. Le but de Bacha pour l'USMA à la 22e sur une grosse bourde du gardien biskri était un avertissement. Par un excès de précipitation, les Biskri passaient à côté du poste des Rouge et Noir sans pour autant marquer un temps d'arrêt, et ce, pour niveler le score. Excités et refusant de s'incliner, ils voulaient être réaliste en convertissant leur première occasion en but. Siam égalise pour Biskra une minute plus tard. Mais l'expérience et le savoir-faire de l'USMA dans cette compétition ont fait la différence dans le dernier quart d'heure.

Une égalisation ne pouvait être une ruée vers la coupe, le message des Algérois se concrétise par des buts qui garnissent les filets adverses. Ce fut au tour de Belaid (74e) puis Belkacemi pour sceller le score (78e). Son but avait d'abord été re-

fusé pour une position de hors-jeu, mais la VAR a finalement validé sa réalisation.

En résumé

Qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie, les Usmistes devaient connaître leur adversaire hier soir mercredi lors du tirage au sort. Ils auront deux chances sur trois de disputer un gros derby algérois puisque le CRB et le MCA qui comptent comme eux 8 trophées dans l'épreuve populaire sont présents dans le dernier carré tout comme le CSC qui n'a jamais remporté de coupe. En attendant, l'USMA est appelée à jouer une autre demi-finale, cette fois en Coupe de la CAF, dont ils sont les tenants du titre. La rencontre aller face aux Marocains du RS Berkane aura lieu ce dimanche au stade 5-Juillet.

H. Hichem

M6 : Marseille - Benfica Lisbonne à 20h
 Bein sports 3 : Tennis à 19h30

La Der

Fédération algérienne de boxe : Installation d'un répertoire

Un répertoire composé de trois membres et un président a été installé pour gérer les affaires courantes de la Fédération algérienne de boxe jusqu'à la fin du mandat olympique 2021-2024, suite au rejet des bilans moral et financier de l'exercice 2023 par les membres de l'assemblée générale ordinaire, a appris l'APS mardi auprès de l'instance fédérale.

Le répertoire est composé de Youcef Khelifi en qualité de président et trois membres : Ahmed Belila (président de la Ligue d'Ain Defla), Kermiche Salem (président de la Ligue de Constantine) et Brahim Kechida (président de la Ligue de Djelfa).

«Notre mission consiste à gérer les affaires courantes de la

Fédération algérienne de boxe jusqu'à la fin de l'actuel mandat olympique. Nous sommes à la fin du mandat et nous devons dépasser toutes nos divergences afin de rassembler la famille de la boxe, une discipline qui a tant donné à l'Algérie aussi bien sur le plan mondial qu'olympique. Le plus important maintenant est de préparer dans les meilleures conditions nos boxeurs qualifiés aux JO de Paris», a précisé à l'APS Youcef Khelifi, ancien président de l'instance fédérale. Selon l'article 217 de la loi 13-05 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives, «en cas de dysfonctionnement grave, de non-respect de la législation et de la réglementation en matière contractuelle, de

gestion et de contrôle de l'utilisation des aides et subventions publiques (...), le ministère chargé des sports peut prononcer des mesures disciplinaires et/ou conservatoires dont, entre autres, la mise en place de procédures de gestion particulières et temporaires en vue d'assurer la continuité des activités de la fédération sportive nationale».

Pour rappel, les membres de l'assemblée générale de la FAB, réunis en session ordinaire le 29 mars dernier, avaient rejeté les bilans moral et financier de l'exercice 2023. Le bilan moral a été rejeté par 24 membres alors que 17 l'ont approuvé, au même titre que le bilan financier qui a été approuvé par 17 membres contre 22 voix non.